

Manipulation d'électeurs : Facebook

« suspend » Cambridge Analytica

C'est un lanceur d'alerte (whistleblower) canadien répondant au nom de Christopher Wylie qui a dévoilé le pot aux roses aux journaux [The New York Times](#) et [The Observer](#) (journal hebdomadaire britannique dont la publication sœur est le quotidien [The Guardian](#)).

Fuite massive de données de Facebook

En exclusivité, ayant travaillé pour Cambridge Analytica, il leur a expliqué comment cette société britannique a exploité les données de 50 millions d'utilisateurs de Facebook britanniques et américains à leur insu. Ces données ont permis d'effectuer un profilage des électeurs potentiels dans le cadre de la campagne victorieuse de Donald Trump Outre-Atlantique mais aussi du « Oui » au Brexit.

Après avoir collecté ces données, ces dernières ont de surcroît permis d'influencer les électeurs. En effet, ces informations personnelles sans autorisation obtenues dès le début 2014 ont permis de développer un système capable de profiler les électeurs américains et britanniques de manière individuelle, afin de les cibler avec des publicités comportant des messages politiques personnalisés.

En cause, c'est donc Cambridge Analytica, financée par l'ultra-républicain Robert Mercer, qui se trouve au coeur de la polémique pour son exploitation frauduleuse, selon les politiques de Facebook, des données. Ces dernières ont été, selon les deux quotidiens, collectées par le Dr. Aleksandr Kogan, professeur de l'Université de Cambridge. Il a agi via sa société Global Science Research (GSR).

Acculé, Facebook prend des mesures

Ce dernier aurait initialement collecté légalement des informations relatives à 270 000 utilisateurs de Facebook via une application. Dans le cadre d'un test baptisé « thisisyourdigitallife », selon le professeur . Mais, les données des amis de ces personnes ont également été collectées sans leur consentement.

Selon Paul Grewal, l'avocat général adjoint de Facebook, Aleksandr Kogan a ensuite transmis les données qu'il avait acquises, via son application, à Cambridge Analytica et à une autre société tierce.

Or, Facebook met en avant ses politiques, selon lesquelles les développeurs n'ont pas le droit de transmettre des données d'utilisateurs à des tiers.

Dès 2015, Facebook avait découvert les pratiques du professeur et exigé « *des certifications d'Alexandr Kogan et de toutes les parties auxquelles il avait transmis des données que celles avaient été détruites* ».

Après les avoir obtenues, Facebook estime maintenant avoir de bonnes raisons de penser que les données n'avaient finalement pas été effacées.

Mark Zuckerberg sommé de s'expliquer par les législateurs

De ce fait, la société de Mark Zuckerberg annonce avoir exclu de Facebook le professeur Kogan et Cambridge Analytica. A ce titre, ils ne peuvent plus gérer les pages Facebook de leurs clients et acheter d'espaces publicitaires : « *Nous avons suspendu Cambridge Analytica de notre plate-forme pour une violation claire de nos politiques. Ils ne peuvent pas acheter d'annonces, ni administrer les pages de leurs clients.* »

Le compte Facebook de Christopher Wylie a également été suspendu. Selon Tamsin Allen, son avocat, la numéro un des réseaux sociaux aurait tout d'abord collaboré avec celui-ci avant de le bannir de Facebook publiquement après publication des deux articles.

Au tour des législateurs américains et britanniques de s'en mêler, demandant ce dimanche à Facebook comment une société avait pu collecter les données de plus de 50 millions de profils Facebook sans que le réseau social n'alerte ceux dont les informations ont été recueillies.

Amy Klobuchar du Minnesota, sénatrice démocrate du Minnesota membre du Congrès des États-Unis depuis 2007, exige même que Mark Zuckerberg, le P-DG de Facebook, vienne expliquer «ce que Facebook savait sur l'utilisation abusive des données de 50 millions d'Américains pour cibler des publicités politiques et manipuler les électeurs. »

(Crédit photo : Mcklek Shutterstock)